

*Seul le prononcé fait foi*

Chers camarades,

Chers amis, chers invités et conférenciers,

J'espère que pour vous toutes et tous les travaux de notre université d'été ont bien commencé.

Je veux d'abord vous remercier pour la belle fraternité de ce rassemblement. Nous sommes heureux de coupler cette année notre forum estival avec le campus des élus. Je leur adresse également mon salut. Nous sommes plus de mille au total et nos échanges s'annoncent d'une grande richesse. Quel beau moment d'éducation populaire! La politique pour nous n'est pas une profession, c'est l'exercice du partage démocratique, c'est l'apprentissage du pouvoir citoyen, c'est un terrain de conquête pour l'émancipation.

Voilà pourquoi chaque année l'utilité de notre université est un cinglant démenti aux fossoyeurs des partis.

Ici, nous nous éduquons librement, sans tutelle. Et c'est cette conquête politique de la liberté de pensée, d'analyse, d'organisation et d'action, qui nécessite l'appropriation de savoirs, que les puissants voudraient s'arroger pour eux seuls. Au peuple, ils voudraient réserver la vulgate et le martelage de leurs schémas idéologiques.

**Nous, nous voulons notre autonomie, nous prenons parti pour être libres et agir en citoyens éclairés sur les enjeux du monde.**

Notre université d'été, c'est aussi le premier acte de notre rentrée politique. Je dis bien le premier, surtout cette année, car en ce mois de septembre les rendez-vous de lutte ne manqueront pas, et notre rentrée connaîtra comme chaque année son point d'orgue à la Fête de l'Humanité les 15, 16 et 17 septembre. La Fête de l'Humanité demeure, et de loin, le plus grand rassemblement populaire, culturel et politique de notre pays. C'est là aussi un beau et grand moment de culture et d'émancipation. La Fête, c'est le rendez-vous de tous les combats, de tous les débats, de toutes les cultures, de toutes les fraternités, **c'est la fête du journal de Jaurès, le seul quotidien national qui, avec son magazine l'Humanité Dimanche, continue de tenir tête, en toute indépendance, aux puissances d'argent.**

La Fête, c'est le rendez-vous de la jeunesse, de l'engagement désintéressé, du bénévolat militant, de la solidarité internationale. Dans les trois semaines qui viennent, la préparation de la Fête devra être notre priorité à tous, en lien direct avec l'effervescence sociale qui s'annonce et à laquelle la Fête va donner une immense caisse de résonance quelques jours après la journée de mobilisation syndicale du 12 septembre. Je vous appelle à consacrer toute votre énergie à sa réussite.

Chers camarades, j'espère que vous avez refait le plein d'énergie. Car **j'irai droit au but**. La rentrée à laquelle je vous appelle est une rentrée sur les chapeaux de roue, une rentrée de combat et de riposte, une rentrée de créativité politique pour notre parti, une rentrée de construction et de rassemblement pour l'alternative au pouvoir Macron.

Oui, une rentrée de combat, car le pouvoir Macron n'a pas tardé à frapper. Il paraît qu'il ne devait être « ni de droite, ni de gauche », ce pouvoir. Mais il ne frappe en tous cas que d'une seule main, la droite !

26.000 euros de frais de maquillage n'auront pas suffi à masquer très longtemps le vrai visage du nouveau pouvoir.

Les coups pleuvent et d'abord sur les plus fragiles : la baisse de l'APL, du jamais vu, cinq euros dont beaucoup ne semble même pas mesurer la valeur ; la suppression de 293.000 emplois aidés, un vrai massacre social et associatif ; les ordonnances pour précariser tous les contrats de travail ; la hausse de la CSG qui, n'en déplaise aux additions truquées du gouvernement, va entamer le pouvoir d'achat des salariés et plus durement encore des retraités ; l'austérité inégalée programmée pour les communes et les services publics... **Et tout ça pour quoi ?**

Pour baisser l'ISF, pour sacrifier les budgets publics au remboursement de la dette aux créanciers de la finance, pour protéger les taux de profit des plus gros actionnaires, des plus grands groupes... Pas une seule mesure envisagée pour rétablir la justice fiscale, pour taxer les revenus financiers, pour combattre l'évasion fiscale illégale comme légale quand elle est baptisée optimisation, pour réorienter l'usage des profits, du crédit bancaire et de la création monétaire.

La proposition des frères Bocquet d'une COP fiscale mondiale, adoptée par une résolution de l'Assemblée nationale à la toute fin du quinquennat Hollande, est restée lettre morte et absente des dossiers présidentiels lors de tous les sommets et rencontres internationales pourtant multipliés par le Président depuis son élection.

Le pouvoir Macron a beau user et abuser de communication sur le thème du renouveau et de la moralisation, le masque est tombé dès cet été. Le livre que publie André Chassaigne en cette rentrée décrypte à point nommé le projet présidentiel pour en dire la vérité. C'est un pouvoir libéral au service des mêmes logiques, des mêmes intérêts financiers, c'est le pouvoir des 1 % contre les 99 %, un pouvoir qui croit tout savoir mieux que tout le monde, un pouvoir cynique, immoral, enclin au passage en force. Et qu'on ne vienne pas nous bassiner avec la transparence du statut de la première dame. Ce statut n'est pas un progrès mais un signal monarchique de plus, qui révèle la tentation permanente créée par ce régime ultraprésidentialisé pour tous les attributs du pouvoir personnel.

**Nous ne voulons ni de première dame, ni de premier homme. La royauté a pour nous toujours la tête coupée.** Nous voulons la démocratie, un peuple souverain et un Parlement de plein droit élu à la proportionnelle !

Le Président vient d'ailleurs de récidiver, comme il l'avait fait déjà à plusieurs reprises, en affichant son mépris pour l'intelligence populaire. « La France ne veut pas... » « La France ne comprend pas ...».

Ces gens là, comme chantait Brel, n'aiment les Français que le temps d'une élection. Et bien, ce sont les Français qui risquent de n'avoir aimé Macron que le temps d'une élection !

\* \* \*

Oui, si nous le laissons faire, c'est un pouvoir libéral à force tendance autoritaire qui va chercher à nous imposer sa loi. Le Parlement a été abaissé en acceptant de voter le blanc-seing que constitue la loi d'habilitation des ordonnances, avant même la fin des discussions avec les syndicats. A quelques jours de la publication du texte des ordonnances, les syndicats n'en connaissent toujours pas la teneur détaillée et précise. A quelques jours de la publication du texte, et après soi disant des semaines de concertation, ils en sont réduits, comme l'a raconté Philippe Martinez chez Bourdin hier matin, à essayer de lire à l'envers le texte que la ministre a sous les yeux quand elle les rencontre. L'opération enfumage continue.

Mais les députés macronistes, de droite et du centre, eux, ont déjà accepté dès juillet de dessaisir la représentation nationale. C'est un déni de souveraineté inacceptable sur un sujet aussi majeur.

Le diable se cache dans les détails et il faudra suivre de près le texte final du gouvernement. Mais tout ce que nous en connaissons annonce clairement la couleur : la loi perd sa valeur première et un principe de défaveur permettra dans bien des cas d'imposer dans l'entreprise des normes sociales et

des contrats de travail dégradés ; les facilitations aux licenciements sont multipliées ; le recours à de nouveaux contrats précaires est étendu pour contourner définitivement le CDI ; les instances représentatives du personnel sont taillées ; des referendums bidons du type « travailler plus ou c'est la porte » vont légaliser le chantage patronal.

Je veux saluer le travail remarquable des parlementaires communistes tout au long de la session de juillet.

A l'Assemblée nationale, notre groupe, rajeuni et renouvelé, a montré sa combativité et une belle force de propositions. Avec les députés du groupe de la France Insoumise, nos députés ont été les seuls à s'opposer avec clarté à ce texte, défendant chaque fois qu'ils ont pu les propositions issues de notre projet de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation. Car c'est de logique qu'il faut changer.

Le capital veut la précarisation à outrance, même à haut niveau de qualification. Et il n'aura pas de limites si nous les laissons faire. Nous, nous voulons une révolution du travail et de l'emploi, la construction d'un service public de l'emploi qui assure à chacun tout au long de sa vie la continuité du droit à l'emploi et à la formation, l'évolution nécessaire des métiers en ces temps de révolution numérique, le libre choix de son orientation professionnelle pour l'épanouissement au travail.

Le capital veut des pions de la mondialisation.

Nous, nous voulons pour chacun un travail épanouissant, utile à soi et à la société.

Nous voulons prolonger par de nouvelles conquêtes historiques l'ambition qu'affichait Ambroise Croizat, et qui allait déjà bien au-delà de la seule Sécurité sociale : « le problème qui se pose à ceux qui veulent apporter une solution durable au problème social, déclarait-il, est de faire disparaître l'insécurité qui pèse sur tous ceux qui vivent de leur travail. Il est de garantir à tous qu'en toutes circonstances ils jouiront de revenus suffisants pour assurer leur subsistance familiale. C'est ainsi seulement, en libérant les travailleurs de l'obsession permanente de la misère, qu'on permettra à tous les hommes et à toutes les femmes de développer pleinement leurs possibilités, leur personnalité... ».

Le temps est venu de donner une nouvelle réponse à cette ambition de civilisation, de la même manière qu'il est devenu indissociable de penser développement humain et protection de la planète. Oui, c'est un enjeu de civilisation, a fortiori à l'heure de la révolution numérique.

Au Sénat, notre groupe a relayé avec tout autant de combativité cette bataille. Je veux souligner qu'au Sénat, nous sommes désormais les seuls, comme groupe, à porter la voix de millions de travailleurs. Ce sera d'ailleurs l'enjeu essentiel des élections sénatoriales du 24 septembre.

Y-aura-t-il dans le futur Sénat un groupe pour porter la voix de l'opposition au pouvoir Macron et des propositions sociales, écologiques et démocratiques de progrès. Ce groupe, nous sommes les seuls capables d'en garantir la constitution. Sans ce groupe, le Sénat ne serait plus qu'une chambre de négociations entre la droite et les macronistes, ouvrant la voie à de nouvelles régressions, rendant même possibles des réformes constitutionnelles contournant la consultation des Français par référendum. Dans les départements concernés, les communistes ont quatre semaines pour relever ce défi en cherchant à faire converger le maximum de grands électeurs progressistes concernés.

Et ce défi, j'en suis certain, nous allons le relever !

A la Fête de l'Humanité, **je prononcerai le discours du meeting le dimanche après-midi entouré de tous nos parlementaires, député(e)s, sénatrices, sénateurs et chefs de file à ces élections**, et je dirai avec force ce jour là la révolution démocratique à laquelle nous appelons notre pays, face aux dérives autoritaires qui rongent notre démocratie, et qui se répandent avec danger sur la planète toute entière.

D'ici là, et pour les semaines qui suivront, **nous préparerons la Fête de l'Humanité dans l'action**, en proposant la venue à La Courneuve à toutes celles et ceux qui veulent agir et donner de la force à leurs mobilisations. Et nos parlementaires, les dirigeants de notre parti, les artisans de la rédaction de notre projet de loi pour la sécurisation de l'emploi sont à la disposition du pays pour animer partout où vous les solliciterez le débat public sur les ordonnances.

Le 12 septembre, nous serons mobilisés dans tout le pays à l'appel des organisations syndicales pour le premier grand rendez-vous national de mobilisation contre les ordonnances Macron, cette loi travail XXL. Le texte du projet sera alors normalement connu et le travail de révélation de ces dangers devra être partout amplifié. Une carte-pétition et une adresse nationale de nos parlementaires nous aideront à mener ce travail de contact avec le maximum de salariés.

Nous porterons dans chaque circonstance nos propositions pour un Code du travail rénové. **Réussir ce premier rendez-vous est capital** pour enclencher un mouvement d'ampleur.

Il faudra d'autres rendez-vous. La Fête de l'Humanité sera le premier. Elle peut mettre la jeunesse dans le coup et il y a beaucoup de convergences à construire. Nous devons alors veiller pour la suite à respecter les responsabilités des organisations syndicales, en répondant présents aux rendez-vous qu'elles fixeront, et en encourageant tous les processus unitaires à même de porter le plus loin la nécessaire levée en masse, seule capable d'empêcher la ratification des ordonnances et leur mise en œuvre. Nous mettrons tous les espaces de la Fête de l'Humanité au service de cette mobilisation, en y invitant massivement au débat syndicalistes et travailleurs concernés.

J'ai parlé de convergences. C'est essentiel.

L'annonce du gouvernement sur la suppression de près de 300 000 emplois aidés est irresponsable.

Pour les familles, pour les collectivités locales, pour les écoles, pour les associations, qui bénéficient de ces missions, c'est un terrible coup dur. Ce qui devrait être entrepris, c'est l'inverse : sortir ces emplois de leur précarité actuelle pour aller vers leur sécurisation et leur qualification. Ça, ce serait utile à la lutte contre le chômage. Je vous propose de créer des collectifs de riposte concrets partout où le cas se présente pour engager la bataille de la défense de ces emplois, de leur transformation pérenne. Et avec nos élus et parlementaires, je propose de rencontrer tous les acteurs concernés pour envisager les mobilisations nationales nécessaires.

Je crois que nous devrions procéder ainsi sur tous les fronts, en organisant concrètement les ripostes : pour les moyens de nos communes et les budgets de nos services publics, pour l'inscription des étudiants à l'université, pour la rentrée scolaire, où les effets d'annonce sur les 12 élèves par classe ont fait long feu pour laisser place à un discours du nouveau ministre Jean-Michel Blanquer ouvrant de plus en plus clairement à la privatisation des missions publiques d'éducation.

Notre présence nationale devant les établissements scolaires la semaine de la rentrée doit être partout organisée.

Enfin, permettez-moi de dire un dernier mot, mais il y aurait tant à dire sur tant de sujets, sur le logement. La politique qui se profile est scandaleuse : à la baisse de l'APL s'ajoute déjà la décision d'assouplir le dispositif de la loi SRU. C'est une démission en règle devant les exigences du marché qui s'annonce, alors même que le logement devrait être une priorité nationale en brisant justement les reins d'une spéculation qui organise la pénurie de logements abordables et de qualité pour le plus grand nombre. Je le dis aux élus, aux associations, aux locataires, aux demandeurs de logement, aux architectes et urbanistes de ce pays qui s'alarment de la privatisation grandissante de nos villes, le Parti communiste est disponible pour construire une riposte nationale d'ampleur à ces attaques et une mobilisation nationale pour une grande politique progressiste du logement dans notre pays. Voilà là encore, un magnifique sujet de créations de centaines de milliers d'emplois, en lien avec une véritable ambition sociale et écologique pour le pays !

Je le dis solennellement : sur tous ces terrains, nous combattons la politique gouvernementale avec la ferme volonté de lui imposer des reculs et de promouvoir dans l'action et la conscience de

millions de nos concitoyens des propositions alternatives efficaces et crédibles. Nous n'allons pas jouer les pleureuses en attendant cinq ans la prochaine élection présidentielle. Nous voulons battre ces choix et en imposer d'autres chaque fois que ce sera possible, partout où cela sera possible.

Je vous ai dit rentrée de combat et de riposte, mais au cœur de l'action, je vous propose aussi une rentrée de créativité politique.

Oui, il nous faut plus que jamais de l'audace. Le monde que nous vivons est rempli de paradoxes. Dans la crise mondiale et nationale que nous traversons, se confrontent sans cesse l'émergence et la recherche du nouveau, comme les dangers de la régression et de la guerre.

Chaque jour nous voyons la misère se répandre, les difficultés de vie se développer, le capital inventer de nouvelles manières d'exploiter, Trump affoler la planète avec ses délires racistes, nationalistes et guerriers, le terrorisme frapper, nous constatons les ravages et les aberrations de ce monde capitaliste qui ne vit que pour l'argent, qui ne sait plus respecter le travail, la dignité humaine, la planète.

Mais chaque jour aussi, nous voyons des femmes et des hommes chercher à mieux vivre, à mieux travailler, à mieux coopérer, inventer de nouvelles manières de s'associer, de produire, d'échanger.

Nous voyons la solidarité s'exprimer, l'Amérique anti-Trump se mobiliser, Barcelone, sa maire Ada Colau et ses habitants tenir bon comme Paris après Charlie.

Ce monde est chaque jour à la croisée des chemins, chaque jour en équilibre entre le chaos capitaliste et l'espoir d'une autre mondialité de paix et de solidarité. Chaque question du quotidien devient un choix de société : faut-il accueillir des migrants, et c'est notre rapport au monde qui est questionné ? Faut-il accepter le pistolet sur la tempe de travailler le dimanche, et c'est le sens du travail qui est sur la sellette ? Faut-il continuer à payer un loyer inabordable pour se loger et laisser Rn'B privatiser nos villes ? Faut-il manger aux conditions de géants transnationaux de l'agro-business sans scrupules ?

Nous sommes, nous, nos concitoyens, des millions à nous poser chaque jour ces questions et à osciller entre l'espoir d'une autre monde possible, et tellement nécessaire, et la difficulté de lui ouvrir un chemin, voire le sentiment de son impossibilité.

Oui, l'état du monde nous inquiète parce que nous voyons bien que la crise profonde, majeure, durable, structurelle, et probablement civilisationnelle du mode de production capitaliste à l'échelle mondialisée fait courir à la planète des dangers inégalés.

Mais, nous voyons aussi que cette situation pose au monde des questions sociales, écologiques, éthiques, culturelles, et finalement elles aussi civilisationnelles inédites. La question du changement, du changement profond de société, de modèle, de paradigme est concrètement posée à notre monde.

Elle est à l'ordre du jour comme jamais.

L'hypothèse géniale de Marx et d'Engels, qui reposait déjà sur tant de travail, d'études et d'analyses, si bien contée dans le film « Le jeune Karl Marx » qu'est venu nous présenter Raoul Peck, devient aujourd'hui un chemin crédible de dépassement des aliénations capitalistes. Oui, le XXIème siècle peut être celui du dépassement progressif du système capitaliste, de ses logiques prédatrices, inégalitaires et surannées.

Jamais, notre communisme, celui du dépassement progressif et concret de ces logiques pour de nouvelles logiques du commun, de la coopération, de la liberté contre les dominations, n'a trouvé autant d'actualité. Mais ce chemin est un chemin de luttes de classes intenses et durables, un chemin de constructions progressives, concrètes, sans cesse renouvelées. Il doit être un chemin de démocratie sans cesse approfondi pour faire reculer les coûts et les gâchis du capital, pour donner toujours davantage d'espaces et de pouvoirs aux citoyens, pour partager toujours davantage de savoirs pour conquérir toujours plus d'autonomie, pour créer une société d'individus libres,

solidaires et associés, où la coopération prime sur la compétition.

Cette création continue, dans le mouvement concret de la lutte des classes, des luttes pour l'émancipation humaine, c'est notre communisme, notre communisme du quotidien, appelé à faire grandir dans les plaies de la crise un monde nouveau qui pousse à la porte.

Nous sommes des résistants, et il n'y a pas meilleurs résistants que nous quand il faut faire face dans le combat. Mais notre projet communiste n'est pas la résistance, notre projet, c'est la conquête citoyenne, c'est la libération concrète et progressive de la société des entraves et des gâchis capitalistes.

Voilà pourquoi je ne crois pas à la nécessité d'une parenthèse « populiste » fut-elle baptisée de gauche, qui, face à la crise démocratique, à l'impuissance construite du politique, substituerait, comme un sas de transition obligé vers une future renaissance démocratique, la logique de l'identification, où chacun accepte de délaissier une part de sa libre initiative, en lieu et place de la construction d'une intervention populaire large, diversifiée, autonome. Non, le PCF et notre projet de transformation sociale concrète ne sont pas solubles dans le populisme de gauche. Je ne dis pas cela pour créer je ne sais quelle polémique. Je dis cela pour souligner l'atout que représente le Parti communiste et l'originalité de sa démarche.

Vous le savez, je pense que l'heure est venue de notre propre révolution politique, de notre réinvention en quelque sorte. Réinvention, ce ne veut évidemment pas dire que nous partirions d'une feuille blanche. Se réinventer pour moi, c'est changer tout ce qui doit l'être sans tabou pour pouvoir jouer à nouveau pleinement notre rôle, à la hauteur des enjeux de la période. Une réinvention résolument offensive et conquérante, parce que notre audace doit être le contraire d'un renoncement. Parce que notre force, avec son originalité culturelle, d'idées, de projet, de pratiques, reste indispensable à la reconstruction d'un projet majoritaire de transformation sociale.

Il rêve, ce Pierre Laurent, diront certains après une année politique si trouble, si paradoxale, si chaotique, si incertaine, si dure à vivre.

Oui, c'est vrai, dans la tornade politique que nous venons de vivre, rien n'a été simple. Nous avons marqué des points et subi des revers.

Certes, nous n'avons pas, cette fois encore, su déjouer le piège présidentiel, qui s'est refermé sur le pays avec ce second tour Macron-Le Pen. Nous avons contribué au score remarquable de Jean-Luc Mélenchon, nous avons élu un groupe à l'Assemblée nationale, une gageure dans cette tornade politique, aux côtés d'un groupe de la France Insoumise. Mais dans notre score législatif, nous avons payé cher le prix de la présidentialisation comme celui de la ringardisation des partis orchestrée par tous les candidats à la présidentielle, y compris celui que nous soutenions. De tout cela, nous avons à tirer leçons et bilan.

Et nous allons le faire, en prenant le temps d'un débat approfondi.

Mais dans cette situation aussi difficile que passionnante et inédite, concentrons nous sur l'essentiel : les immenses espaces qui continuent d'exister pour transformer l'aspiration au changement, l'envie d'un nouveau mode de vie en projet politique progressiste et en conquêtes démocratiques.

C'est la recherche de la nouveauté qui a fait gagner Macron. Mais si Macron a capté le besoin de renouveau au profit d'une recomposition unissant libéraux de droite et socio-libéraux, la majorité de la société n'a pas adopté sa doctrine libérale. C'est bien plus compliqué que cela. La société a cherché à débloquent un système politique verrouillé qui se reproduit sur lui-même et tourne en boucle autour des mêmes recettes. Voilà d'ailleurs pourquoi les contradictions du macronisme exploseront elles aussi à leur tour. La société n'en restera pas là.

Quelles que soient les difficultés, les contradictions, ne perdons jamais de vue la recherche de neuf, de progrès nouveaux, d'un nouveau mode de vie et de développement qui travaillent en profondeur la société française, comme une bonne partie de la planète. Et ayons l'ambition d'être en toutes

circonstances les bâtisseurs du commun. Oui, les bâtisseurs du commun !

Nous savons faire beaucoup de choses, mais qui sait que tout cela forme en réalité notre projet, une visée cohérente ? Bien trop peu.

40.000 personnes privées de vacances viennent à nouveau cet été, grâce aux élus et militants communistes, de partir une journée à la mer. Ils étaient encore quatre mille sur les plages de Malo-les-Bains grâce aux communistes du Nord la veille de l'ouverture de notre université d'été. Nos journées solidaires de vente de fruits et légumes connaissent un succès grandissant d'année en année. En ce moment, les communistes de Grigny organisent la collecte de vêtements et tous biens de première nécessité pour 250 familles qui ont tout perdu dans un terrible incendie dans cette ville. A Paris, Ivry, dans la vallée de la Roya dans les Alpes Maritimes, dans le Pas de Calais, les communistes sont dans l'action concrète aux côtés des migrants pour un accueil digne des valeurs humaines. La solidarité est pour nous un projet, une vision politique de la société et du monde.

Les SCOP-TI, les ex-Fralib, sont parmi nous à cette université d'été. Ils ont besoin de notre engagement. Nous sommes là, à nouveau. Parce que leur combat n'est pas seulement une lutte, c'est un projet humain, un projet de vie et de travail, un projet politique coopératif qui nous intéresse.

Nous portons en toutes circonstances l'exigence d'une autre utilisation de l'argent et d'un autre rôle pour les banques, de l'exigence d'une COP fiscale mondiale au financement des PME, de la création d'un pôle public bancaire à la création d'un fonds européen pour le développement social et écologique, parce que nous voulons faire grandir la conscience que monnaie et crédit doivent redevenir des biens communs utiles au développement de tous.

Nous voulons mettre en commun toutes les forces disponibles pour se mêler du dossier de la nationalisation des chantiers de Saint-Nazaire. Parce que nous voulons un projet d'intérêt national pour la navale française, pas seulement un rafistolage capitalistique à court terme, où les fonds publics ne sont que les béquilles du capital.

Nous sommes fiers de l'action de nos élus, qui fourmillent d'expérimentations sociales, écologiques, urbaines, culturelles, qui ouvrent les pistes de ce que pourrait être une société nouvelle, au point que c'est souvent dans ces communes, pourtant loin d'être les mieux dotées, que s'invente le plus pour la société toute entière.

Nous organisons chaque année des rencontres politiques novatrices sur la révolution numérique. Il est temps que nous passions aux travaux pratiques pour inventer les nouveaux usages sociaux militants et collaboratifs correspondant à ces novations.

C'est vrai pour notre propre Parti.

Nous devrions porter plus fort encore chaque projet coopératif, social, écologique, démocratique qui émerge en devenant des partenaires actifs de toutes les innovations qui fourmillent dans la société, en cherchant toujours à tirer vers le haut ces expériences de transformation.

**Nous sommes des internationalistes** plus que jamais convaincus de la nécessité de construire nos luttes de transformation à l'échelle européenne et mondiale. Nous sommes pleinement engagés, comme parti hôte de cet événement, dans la préparation du forum européen qui se prépare pour les 10 et 11 novembre à Marseille. Et nous lancerons dès cette année notre bataille en vue des élections européennes de 2019.

Nous avons l'ambition de redéployer notre activité pour la paix et nous serons une nouvelle fois partie prenante des marches pour la paix du 23 septembre, un combat aujourd'hui consubstantiel à celui du développement humain, du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, des Palestiniens, des Kurdes et de tant d'autres, de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique et pour les enjeux écologiques.

Nous comptons redonner toute sa place à la lutte contre tous les racismes, dans nos quartiers comme dans le monde à l'heure des délires de Trump ( allez voir « I am not your negro ») ou des poussées

xénophobes des extrêmes-droites européennes.

Nous soutenons la candidature des JO Paris en 2024 parce que nous voulons y porter les enjeux d'un sport citoyen et populaire, désintoxiqué de la finance, et que pour nous la joie d'un jeune gamin sur un stade, dans une piscine ou dans un stade, ou la beauté d'un dribble de Neymar ne se confond pas avec l'hystérie spéculative qui cherche à tout marchandiser.

Oui, être en toutes circonstances des bâtisseurs du commun, le parti de toutes les causes communes pour l'émancipation, voilà qui dans la situation confuse et troublée que nous connaissons redonnera du sens et de la clarté à notre combat.

Nous en avons les forces, je le pense, mais reconnaissons-le, dans un monde et un rapport à la politique qui se bouleversent, nous n'avons pas toujours la cohérence, l'efficacité, l'organisation, la communication, l'ouverture, la facilité d'accès qui permettent de les déployer.

A nous de repenser notre nouvelle organisation communiste, nos pratiques, un nouvel âge de notre communication qui nous permettront de pousser jusqu'au bout l'ambition d'être le parti de toutes ces transformations concrètes. Un siècle après notre fondation, sachons saisir la chance de notre propre révolution. Je crois sincèrement que les conditions sont réunies pour un bon qualitatif de nos transformations, que nos adhérents y sont prêts et que des centaines de milliers de ceux qui nous entourent, nous côtoient, nous apprécient, nous attendent, trouveraient alors dans ce mouvement de fortes raisons d'espérer.

Nous tiendrons notre congrès dès 2018, un an avant la date prévue, pour prendre la mesure de la situation nouvelle, des responsabilités qu'elle nous impose et des transformations que cela implique. Toutes les questions seront mises entre les mains des communistes. Les chantiers de travail de ce congrès seront précisément décidés lors d'une assemblée nationale des animateurs des sections locales du Parti.

Le Conseil national réuni hier travaille sur un document de consultation des communistes qui sera disponible dès la Fête de l'Humanité pour préparer cette assemblée. A chaque étape, les communistes seront consultés et maîtres des décisions. C'est ensemble et unis que nous conduiront le changement.

Ce nouveau rôle, cette relance, ce nouveau Parti communiste qu'il nous faut promouvoir tous ensemble est indispensable à la reconstruction d'une gauche nouvelle, d'une majorité politique et populaire pouvant demain constituer une alternative au pouvoir Macron. Communistes, insoumis, écologistes, hamonistes, socialistes de gauche, citoyens progressistes de tous horizons, cette majorité, nous devons commencer à la construire ensemble.

Tous nos efforts, toutes nos luttes, tous nos espoirs ne doivent pas demain pouvoir à nouveau être confisqués. Nous ne voulons pas revivre le second tour Macron-Le Pen. Il faut donc construire, sérieusement, patiemment. Il faudra des alliances. Mais, aujourd'hui, elles doivent être reconstruites et repensées. Il se fera beaucoup dans les luttes et les mouvements citoyens.

Il faudra le déploiement plus audacieux de notre propre initiative. Mais, d'ores et déjà, nous tendons la main à tous. Nous voulons le dialogue, la coopération, le respect. Les chemins du Front populaire et citoyen que nous appelons plus que jamais de nos vœux ne sont pas écrits d'avance. Le travail sur un pacte d'humanité, que nous avons entamé avec plusieurs personnalités, doit être poursuivi.

Nous sommes prêts à défricher tous ces chemins avec l'ensemble des forces, personnalités, citoyens disponibles. Là encore, il ne faudra pas craindre d'expérimenter.

Et je veux lancer pour terminer une invitation à tous : rendez-vous à la Fête de l'Humanité. Cette agora géante, où souvent se sont inventées ou ont été amorcées des promesses nouvelles, est la vôtre. La Fête de l'Humanité est une terre d'accueil, de débats, où la parole populaire s'entend en direct. Cette année, elle sera le premier grand forum à ciel ouvert de riposte à Macron et de reconstruction. Nous vous y attendons. N'oubliez pas l'adage. Les absents ont toujours tort. Alors aux 15, 16 et 17 septembre à La Courneuve !



Aucun commentaire - [Laisser un commentair](#)